

Paris, le 21 septembre 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée sociale 2023-2024

Il est temps que le quinquennat social commence !

L'Uniopss a tenu, le 21 septembre, sa traditionnelle conférence de presse de rentrée sociale. Une occasion de rappeler l'urgence sociale de notre pays et de réclamer plus de cohérence dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales...

Un an et demi après le début du quinquennat et quelques mois avant le début des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris, la période est de plus en plus décisive et **il est temps pour le gouvernement de véritablement passer à l'action dans le domaine de la solidarité**. Tel est, en substance, le message de l'Uniopss lors de sa conférence de presse qui s'est tenue à Paris, le 21 septembre, à l'occasion de la sortie du « *Document de rentrée sociale 2023-2024* », publication de référence qui propose un regard transversal sur l'actualité et l'évolution des politiques publiques dans les champs de la santé et de la solidarité.

Car **sur le terrain, la situation ne cesse de dégrader** comme l'a souligné Daniel Goldberg, président de l'Uniopss qui a ouvert cette conférence. « *Nous sommes inquiets car la situation sociale de notre pays ne s'améliore pas structurellement et qu'à cause notamment de l'inflation qui va encore prendre de l'ampleur dans les prochains mois, les trois dimensions de la pauvreté ne cessent de s'aggraver* ». Le président de l'Union constate en effet un élargissement de la pauvreté avec l'apparition de nouveaux publics, notamment des jeunes, mais aussi des seniors ou encore des travailleurs pauvres. Il observe aussi le basculement dans la pauvreté de celles et ceux qui se trouvaient au bord, ainsi que l'enracinement de la misère dans un certain nombre de territoires qui voient leurs problématiques sociales se multiplier, tandis que les services publics ne cessent de refluer. Devant cette « *pauvreté en 3D* », les réponses du gouvernement risquent de ne pas être à la hauteur, avec un **budget 2024 qui s'annonce sous le signe d'une rigueur** qui va peser sur toutes les politiques sociales. « *Il est probable que l'on utilise davantage des rabots pour couper des dépenses que des équerres pour investir sur l'avenir.* »

Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss, est revenu sur cet **appauvrissement généralisé des acteurs de la solidarité qui touche tous les secteurs** (social, sanitaire, médico-social), que ce soit du point de vue des personnes accompagnées, dont les besoins sont de plus en plus importants, des professionnels, dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader et les moyens d'actions se limiter, mais aussi des établissements et des services qui, devant les baisses de budgets, sont bien souvent contraints de ne plus répondre aux besoins des personnes qui les sollicitent.

Devant ce phénomène, la réponse du gouvernement est loin d'être à la hauteur des enjeux. Le remaniement cet été de presque tout le pôle social de l'exécutif interroge l'Uniopss sur la ligne qui sera dorénavant suivie, tandis les CNR thématiques auxquels l'Union avaient largement participé n'ont débouché sur presque rien.

Pour illustrer ces propos, Jeanne Dietrich, conseillère technique Hébergement-Logement à l'Uniopss, est venue rappeler la **situation catastrophique de l'hébergement d'urgence**, notamment cet été, avec un grand nombre de demandes de familles à la rue qui restent sans propositions. L'Uniopss milite, par ailleurs, pour la construction massive de logements sociaux et le **passage de 30 000 à 60 000 logements très sociaux** pour répondre à la demande.

De son côté, Priscille Laurent, conseillère technique Autonomie à l'Uniopss, a souligné que l'année 2023 avaient suscité de nombreux espoirs dans le domaine des Ehpad, du service public départemental de l'autonomie ou encore de celui de la maltraitance. Autant de chantiers qui présentent encore de nombreuses inconnues. Il en est de même dans le secteur du handicap, avec les annonces consécutives à la Conférence nationale du handicap qui avaient fait naître des réactions mitigées. L'Uniopss appelle à avoir une **vision globale de la perte d'autonomie** qui tienne à la fois compte des besoins des personnes âgées et de ceux des personnes en situation de handicap.

L'Uniopss plaide donc, en cette rentrée, pour une **vision claire et engagée, suivie de décisions structurantes dans la quasi-totalité des politiques publiques des solidarités et de la santé**, avec des comités de pilotage pluripartites et des indicateurs de suivi partagés. Dans ce cadre, les associations doivent cesser d'être considérées comme de simples opérateurs mais bien comme des co-pilotes, aux côtés des pouvoirs publics, de la mise en œuvre des politiques sociales.

« *Nous attendons des choix assumés des différents niveaux d'autorités publiques, pas des renvois entre eux de responsabilités : quelle part de la richesse produite doit être consacrée aux solidarités et qui la finance ? Poser ce débat, c'est aussi lutter efficacement contre les extrêmes* », affirme Daniel Goldberg. Bref, il est temps que le quinquennat social commence...

A propos de l'Uniopss

Créée en 1947, l'Uniopss (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) rassemble les acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social. Elle porte ainsi auprès des pouvoirs publics la voix collective de l'ensemble de ces associations, engagées auprès des personnes vulnérables, pour développer les solidarités.

Présente sur tout le territoire au travers d'un réseau d'unions régionales et d'une centaine de fédérations et d'associations nationales, l'Uniopss regroupe près de 35 000 établissements, 750 000 salariés et un million de bénévoles.

Contact presse : Valérie Mercadal – Tél. 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr